Marx/Engels, la Suisse et le Jura

Autor(en): **Andréas, Bert**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **75 (1972)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-685064

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

MARX/ENGELS, LA SUISSE ET LE JURA

par Bert Andréas

La collaboration extraordinairement étroite entre Marx et Engels depuis 1844, leur habitude de répartir le travail, le fait que Marx signait fréquemment des textes rédigés entièrement ou en partie par Engels, rendent impossible la recherche de la paternité intellectuelle de l'un ou de l'autre, de telle ou telle pensée formulée par l'un des deux. Les idées et les jugements exprimés par Marx seul ou par Engels sont presque toujours communs aux deux, et l'on trouve souvent repris ou confirmés ceux de l'un, par l'autre. C'est pourquoi je me référerai non pas à Marx seul mais également à Engels.

Dans leur correspondance et dans leurs écrits, Marx et Engels se sont assez souvent exprimés sur la Suisse en général. En revanche, on y trouve très peu de références directes au Jura en particulier. Pour eux, les Jurassiens étaient des Suisses comme les autres, et ils ne se souciaient guère de différences d'ordre ethnique ou régional. C'est pourquoi je vous parlerai de leurs réflexions et de leurs jugements concernant la Suisse en général, plutôt que du Jura seul. Il faut bien le dire d'emblée, ces jugements ne sont que rarement favorables et jamais tendres. Cependant, les Romands sont moins visés que les Alémaniques !

Marx et Engels n'ont guère connu la Suisse *de visu*. Marx n'a passé que quelques semaines en Suisse romande en 1882, en voyage de convalescence (à cette occasion Engels lui a recommandé un vin neuchâtelois, le Cortaillod) [1]. Une quinzaine d'années avant, il avait sérieusement envisagé de se fixer à Genève, où le coût de la vie était la moitié de celui de Londres. Il abandonna ce projet parce que seule la bibliothèque du British Museum lui permettait de poursuivre ses recherches économiques [2].

Des deux, c'est Engels qui a le mieux connu la Suisse. Il y est venu une première fois en touriste en 1841, lorsqu'il avait 21 ans. Il l'a traversée de Bâle au Tessin et, à cette occasion, il a passé par l'extrême nord du Jura. En automne 1848, il est revenu comme réfugié politique et, cette fois, il a séjourné quelques jours à Neuchâtel avant de se fixer à Berne (où à sa demande, le droit d'asile lui fut accordé) [3]. De retour à Cologne en janvier 1849, Engels prit encore une fois le chemin de la Suisse [4] en juillet de la même année, après la défaite des armées révolutionnaires à Rastatt. Après avoir passé

quelque trois mois à Vevey, à Lausanne et à Genève, il quitta la Suisse pour se fixer définitivement en Angleterre, en octobre 1849.

Quelques mois plus tard il porta sur la Suisse le jugement suivant :

« Une petite république bourgeoise et paysanne (...) un petit champ d'action pour petites gens modestes ; l'Etat : une commune quelque peu agrandie, un « canton » ; une petite industrie bien stable, reposant sur le travail manuel, conditionnant un état social également stable et somnolent ; (...) condition moyenne et médiocrité sur toute la ligne ; (...) pas de participation active à l'histoire, pas de politique extérieure, rien à l'intérieur que petit commérage local et petites querelles en famille ; pas de grande industrie (...) mais une vie tranquille et cordiale en toute sainteté et toute honorabilité, dans la petite modestie sans histoires d'âmes satisfaites – telle est la douce Arcadie qui existe dans la plus grande partie de la Suisse (...). » [5]

Peu après, Marx s'en prit aussi à cette Arcadie suisse que rêvaient d'installer en Allemagne les démocrates-constitutionnels, opposés aux communistes [6].

Avant et pendant la Révolution de 1848/49 Marx, et surtout Engels avaient des attaches littéraires et politiques avec la Suisse. Déjà en 1843 ils avaient contribué à des recueils politiques publiés à Zurich [7]. Ainsi Engels publia dans une revue berlinoise le journal (fort lyrique) de son premier voyage en Suisse [8], de même qu'il rapporta le succès de la propagande communiste en Suisse, dans un journal chartiste de Londres [9] ; de plus il publia une brochure politico-littéraire à Zurich [10] et plusieurs articles dans un journal de la même ville [11]. De son deuxième voyage résultèrent plusieurs articles sur la Suisse dans la *Neue Rheinische Zeitung* [12] que publiait Marx à Cologne, notamment l'article intitulé « L'ancienne principauté », daté « De la République de Neuchâtel ». Il y fait entre autres l'éloge du *Républicain neuchâtelois* de La Chaux-de-Fonds et il qualifie cette dernière ville de « ville (...) la plus républicaine du canton » [13].

Dans une revue critique très sévère de la presse suisse au début de 1849, Engels approuve l'organe des radicaux jurassiens, l'*Helvétie* de Porrentruy [14]. Parmi les autres articles sur la Suisse, il faut signaler surtout celui intitulé « Le Conseil national ». Engels avait assisté à l'ouverture de la première session des Chambres fédérales et il en livre ses impressions dans cet article haut en couleur. Cela donne, d'une part, une description savoureuse des députés suisses alémaniques, des colonels en particulier, et de remarquables pages, pleines d'admiration pour le général Dufour, d'autre part, avec notamment la reproduction d'une grande partie d'un discours de Dufour [15]. Je n'ai pas trouvé dans la presse suisse de compte rendu aussi long et détaillé de cette première séance des Chambres fédérales. Il faut aussi noter

que la *Neue Rheinische Zeitung* avait des lecteurs en Suisse. Elle y fut fréquemment citée dans les journaux de Bâle, Zurich et Berne, mais aussi dans la presse romande [16].

A cette époque, Engels avait déjà publié deux articles sur la Guerre du Sonderbund dans un journal de Bruxelles [17] contrôlé par Marx et lui-même. Dans ces articles il prend parti sans équivoque pour les démocrates et, dans une analyse des résultats de cette guerre civile, il s'attend à la naissance d'une Suisse démocratique, ouverte au progrès social. Selon lui et Marx cette Suisse moderne qui avait définitivement rompu avec l'ancienne souveraineté des cantons, devait doter la République fédérale d'un pouvoir central à même d'aplanir, par son poids supérieur, les différences de constitution et de législation entre les cantons et de liquider les restes de l'ancien régime patricien, survivance du Moyen Age qui avait bloqué tout progrès social. Il faut souligner que dans l'esprit de Marx et d'Engels ce pouvoir central – en l'absence d'un prolétariat développé en Suisse – sera par définition le pouvoir politique de la bourgeoisie exercé par la bourgeoisie. Il s'agissait pour eux, en Suisse comme en Allemagne, d'appuyer un progrès politique qui profiterait à la bourgeoisie pour un certain temps, en attendant le développement d'un prolétariat industriel et de sa prise de conscience. C'est pourquoi ils déclarent, dans le Manifeste communiste de 1848 :

« En Suisse, les communistes soutiennent les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, soit de démocrates-socialistes au sens français, soit de bourgeois radicaux » [18].

Les jugements portés par Marx et Engels sur le rôle historique de la Suisse et sur ses institutions politiques se situent dans le cadre de leurs idées politiques en général. Matérialistes et réalistes en matière politique, ils ont toujours préconisé le droit de la civilisation contre la barbarie, et le droit du progrès contre la stagnation [19]. C'est pourquoi à leurs yeux les luttes des Suisses contre les Habsbourg revêtaient un caractère essentiellement réactionnaire par rapport au progrès historique. Ils tournaient en dérision les noms de Guillaume Tell, d'Arnold Winkelried et de Morgarten. Si Marx souligne le fait que la réformation en Suisse s'est faite indépendamment de Luther et même avant lui, il critique la notion de religion d'Etat [20]. Engels reconnaît que la Suisse a instauré la première république indépendante en Europe, mais il lui reproche d'avoir immédiatement monnayé cette gloire toute fraîche sous la forme de mercenaires qu'elle fournit aux princes et aux monarques [21]. Marx et Engels défendent la République de Neuchâtel contre les prétentions prussiennes [22], mais ils critiquent le cantonalisme suisse.

Une adresse au peuple suisse, du 29 novembre 1847, signée du nom de Marx et des autres membres du Comité de l'Association

démocratique à Bruxelles dont Marx était l'un des fondateurs, fait l'éloge de la Suisse :

« (Elle est) depuis près de six siècles (...) dépôt de la liberté (...) l'exemple, au milieu de l'Europe, (d'un Etat) qui se gouverne sans intervention des grandes puissances » [23].

Cependant, ce texte n'émane certainement pas de Marx – il était absent de Bruxelles au moment de la rédaction de l'adresse [24] et son nom a été ajouté par une autre main [25]. Le passage cité et en partie la teneur de ce texte sont en flagrante contradiction avec les jugements sur le rôle historique de la Suisse que nous possédons de Marx et d'Engels.

Marx avait l'habitude de dire à propos de la Suisse :

« La pire situation est celle d'un petit pays héritier d'une grande histoire. Les grandes puissances l'autorisent à des expérimentations à l'intérieur, à condition que par exemple le droit d'asile soit exercé sous le contrôle de la puissance intéressée » [26].

Les institutions démocratiques de la Suisse ne trouvaient pas non plus grâce devant Engels. Selon lui, «les expériences faites en Suisse avec le suffrage universel étaient tout sauf un encouragement pour un parti ouvrier [27] ».

Engels s'en prit aussi au référendum, en ces termes : « La « législation directe par le peuple » qui existe en Suisse y fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle y fasse quelque chose (...). Si encore il s'agissait d'*administration* par le peuple ! Cela serait encore quelque chose ! » [28]

A la différence de la majorité des démocrates et républicains de leur époque, Marx et Engels n'étaient pas séduits par le modèle de la république fédérative tel qu'ils le trouvaient incarné dans l'Etat suisse [29]. Au contraire, le principe fédératif pratiqué en Suisse représentait pour eux l'anathème dès leurs débuts politiques. Ils lui opposaient le principe de la centralisation, du pouvoir central qu'ils avaient vu réalisé dans la Révolution française. Dans une adresse programmatique à la Ligue des communistes en mars 1850 Marx le dit clairement : « Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui (...) la tâche du parti vraiment révolutionnaire ». Ce parti, ils le voulaient opposé à toute réglementation « soi-disant libre » où « le droit du citoyen de l'Etat coexiste avec « le droit du citoyen de la commune avec ses chicanes » [30].

Ce ne sera que trente-cinq ans plus tard que Engels déclare que ce passage de Marx repose sur un malentendu. Il explique qu'en 1850 il était admis par les historiens de la Révolution française «que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la Grande

révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur » [31]. Engels explique ensuite que depuis il avait été établi comme un fait que pendant toute la révolution jusqu'au 18 Brumaire, l'administration générale des départements, arrondissements et communes se composaient d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète et cela à un point tel que cette auto-administration provinciale et communale devint en sorte un puissant levier de la révolution – raison pour laquelle Napoléon la remplaça par le régime préfectoral, après son coup d'Etat de 1799. Engels conclut son explication historique par cette remarque :

« Mais tout aussi peu que l'auto-administration provinciale et locale est en contradiction avec la centralisation politique nationale, tout aussi peu elle est liée nécessairement à cet égoïsme borné cantonal ou communal qui nous choque tellement en Suisse (...) » [32].

De l'auto-administration et du fédéralisme suisse, il en est encore une fois question lorsque Engels, à la fin de sa vie, adresse aux dirigeants socialistes allemands une critique de leur programme, où il dit : « La république fédérative (...) dans la petite Suisse (...) constitue (depuis longtemps) un obstacle tolérable seulement parce que la Suisse se contente d'être un membre purement passif dans le système d'Etats européens (...). Deux points distinguent un Etat fédéral d'un Etat unitaire : c'est d'abord que chaque Etat fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est ensuite qu'à côté de la Chambre du peuple, il y a une Chambre des représentants des Etats où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel. (...) Nous voulons donc la république unitaire. Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798. De 1792 à 1798 chaque département français, chaque commune eut sa complète autonomie administrative (...). Une semblable autonomie provinciale et communale est beaucoup plus souple que le fédéralisme suisse par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard de la Confédération, mais où il l'est également à l'égard du district et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de district et des préfets (...) » [33].

Tout cela ne veut pas dire que Marx et Engels n'appréciaient pas l'appui que la Suisse pouvait apporter occasionnellement à leur entreprise révolutionnaire : Dans les années trente et quarante elle donnait du travail à un grand nombre de compagnons artisans, surtout des Allemands organisés dans des associations culturelles qui constituaient un terrain favorable à la popularisation des idées socialistes et communistes plus ou moins avancées [34] ; elle avait hébergé les prédécesseurs de Marx, August Becker [35] et Wilhelm Weitling qui faisaient

précisément ce travail de popularisation. Dans la Suisse de la fin des années quarante, la Ligue des communistes compta une dizaine de communes ou sections importantes, au Jura notamment à La Chaux-de-Fonds, au Locle et à Bienne [36]. Mais en l'occurrence, ce furent surtout des Allemands qui prédominaient dans ces sections. Cependant Marx comptait dès le début aussi d'authentiques Suisses parmi ses partisans. Ainsi, un Suisse inconnu participa au second congrès de la Ligue des communistes en novembre/décembre 1847. Il ne s'agit pas du tout jeune journaliste Jacques Schabelitz (de Bâle) qui venait de faire la connaissance de Marx et d'Engels chez Karl Schapper, l'un des dirigeants de la Ligue des communistes à Londres [37]. Schabelitz devint membre de la Ligue au début de l'année 1848 et ce fut peut-être par son intermédiaire que la Gazette allemande de Londres publia le *Manifeste communiste* à partir de mars 1848 [38]. En 1853 il fut l'éditeur à Bâle d'une brochure devenue célèbre de Marx, sur le procès des communistes à Cologne, de 1852 [39]. En 1864, la société *Helvetia* de Londres donna son appui à l'Internationale naissante. Ses représentants au Conseil central de l'Internationale étaient successivement les ouvriers suisses M. G. Nüsperli, Schmutz (qui était peut-être Jean Schmutz, de Saint-Imier), un certain Handwerck et Karl Kolb. Ce dernier et un autre Suisse, Hermann Jung, figurent parmi les signataires de l'adresse sur la Commune de Paris, *La Guerre civile en France 1870-1871*, rédigée par Marx. Les Suisses les plus proches de Marx étaient sans doute, à Genève Jean Philippe Becker, et à Londres Hermann Jung.

Becker était un ami intime de Marx depuis 1860. Il était Allemand d'origine mais naturalisé Suisse en 1847 à Bienne où il était entre autres rédacteur de la *Jura-Zeitung*. En 1847 il participe à la campagne contre le Sonderbund, en qualité d'adjudant du commandant des troupes bernoises, le colonel Ochsenbein. C'est à Becker que l'Internationale doit son implantation en Suisse. Plus tard, il est parmi les initiateurs des archives du Parti socialiste allemand, une des grandes sources de l'histoire de la Première Internationale. Becker fournit aussi les premières collections importantes à ces archives, notamment sa correspondance avec des internationaux de divers pays, plusieurs milliers de lettres [40].

En ce qui concerne le Jura, c'est dans la fabrication jurassienne des montres que Marx a trouvé ce qu'il appelle « l'exemple classique de la manufacture hétérogène, (qui permet) d'étudier très exactement la différenciation et la spécialisation des instruments de travail » [41]. Dans *Le Capital*, Marx prend comme exemple pour analyser la division manufacturière du travail, l'horlogerie jurassienne du milieu du XIXe siècle. La montre, primitivement l'œuvre individuelle d'un artisan, était devenue à cette époque le produit social d'un grand nombre de travailleurs spécialisés dans un métier où les sous-divisions foisonnaient (Marx en énumère trois douzaines). Ceux qui

exercent ce métier, souvent à domicile et non dans un atelier, ne sont déjà plus artisans et pas encore ouvriers industriels. Le caractère même de cette production décentralisée et décomposée en une foule de procès hétérogènes était défavorable au progrès industriel. D'une part, le fabricant tenait à éviter les frais de loyer d'un atelier, et d'autre part, la concurrence des ouvriers isolés était d'autant plus farouche. Marx insiste sur cette condition d'ouvriers de détail qui diffère du tout au tout de celle de l'artisan indépendant qui travaille pour sa propre clientèle ; mais condition qui diffère aussi de celle de l'ouvrier d'usine qui travaille avec d'autres ouvriers. Dans son analyse Marx se réfère aux statistiques horlogères publiées dans les rapports diplomatiques anglais [42]. Mais il disposait aussi d'informations de première main. Depuis 1864 l'un de ses plus proches collaborateurs au sein du Conseil général était l'horloger jurassien Hermann Jung.

Jung était né de parents allemands en 1830 à Saint-Imier. Il est venu très jeune au mouvement démocrate, et il aurait même participé à la Révolution de 1848/49 en Allemagne, peut-être avec le corps de volontaires qu'avait formé Jean-Philippe Becker à Bienne. Jung lui-même a déclaré dans une lettre au journal *La Voix de l'Avenir* de La Chaux-de-Fonds qu'il était venu très jeune à des convictions socialistes inspiré par les articles d'un autre Jurassien, Pierre Coullery de Porrentruy, de quelque dix ans son aîné. C'est au début des années 1850 dans le milieu des réfugiés politiques à Londres que Jung a fait la connaissance de Marx pour lequel il avait gardé une profonde admiration même encore après le différend qui les sépara en 1872. Les lettres de Marx à Jung (toutes relatives aux affaires internes de l'Internationale) témoignent de la confiance que Marx avait en Jung. Ses capacités intellectuelles, sa connaissance de plusieurs langues et ses dons exceptionnels d'orateur ont fait jouer à Jung un rôle de premier plan dans l'Internationale depuis sa fondation jusqu'à la fin de 1872. Il fut membre de son Conseil général et son secrétaire pour la Suisse, et il présida la plupart des Congrès de l'Internationale. Sur le plan professionnel Jung faisait également preuve de dons exceptionnels. Son travail artisanal était apprécié par la cour anglaise qui lui a commandé à plusieurs reprises des montres destinées à des hôtes de distinction en visite chez la famille royale. Avant de fermer cette parenthèse sur ce Saint-Imier, il sied de souligner ce que lui doit notre recueil. Au fait ce sont les papiers de Hermann Jung, achetés à sa veuve par les archives du Parti socialiste allemand, qui constituent une des sources principales de notre travail [43].

A trois reprises les desseins politiques de Marx ont été contrariés par des actions trouvant leurs origines au Jura. La première fois, c'est en 1850, lorsque le Jura est un centre des groupes de réfugiés allemands qui s'opposent à la direction centrale de la Ligue des communistes [44]. La deuxième fois, c'est en 1859, quand le professeur

genevois Carl Vogt, avec un article publié dans le *Courrier commercial suisse* de Bienne, ouvre une campagne de diffamation contre Marx et ses partisans, par laquelle il s'efforce de les discréditer devant l'émigration allemande [45]. Enfin, en 1870, c'est l'affaire jurassienne qui commence. Elle annonce la scission et le déclin de l'Internationale.

L'attitude de Marx et d'Engels à l'égard de la Fédération jurassienne n'a rien d'étonnant. Elle ne relève à aucun moment de querelles de personnes avec les Jurassiens. Au contraire, elle est entièrement en accord avec les principes, et avec les jugements concernant la Suisse, qu'on leur connaît pour la période antérieure à l'affaire jurassienne. Dès 1847 ils avaient dénoncé le principe fédéraliste de la souveraineté régionale et locale comme allant à l'encontre du pouvoir central, seul apte à permettre un progrès économique et social [46]. Voilà déjà en germe le futur différend qui les opposera à la Fédération jurassienne. Marx et Engels voyaient dans les fédéralistes jurassiens des représentants de cette espèce de mentalité suisse, avec son esprit de clocher et le cantonalisme qu'ils méprisaient tant. On constate aussi chez les fédéralistes un certain ouvriérisme – attitude que Marx et Engels ont toujours dédaignée. Les fédéralistes se voulaient des membres fidèles et dévoués d'une organisation ouvrière qui, pour eux, dans l'organisation même de l'Internationale, préfigurait déjà la structure de la société de l'avenir. Pour Marx et Engels, au contraire, l'organisation de l'Internationale n'était pas le modèle d'un état ouvrier futur, mais l'arme que se forgeait le prolétariat dans la lutte pour une société socialiste. Et, à leurs yeux, dans cette lutte il incombait au prolétariat une mission historique dépassant les objectifs de la seule classe ouvrière. Pour eux, l'attitude des fédéralistes dans l'Internationale correspondait en quelque sorte au rôle des Confédérés du XIVe siècle à l'égard du pouvoir central des Autrichiens. Ce rôle que Marx et Engels avaient toujours qualifié de retardataire devant le progrès historique.

Leur aversion et leur irritation à l'égard des Jurassiens furent encore aggravées par la part importante que prit Bakounine dans les activités de ces derniers. Leur concept d'une organisation ouvrière centralisée et légale, réalisé pour la première fois en 1847 (La Ligue des communistes) était diamétralement opposé au concept et à la pratique d'organisations secrètes chère à Bakounine. Ils avaient combattu dès avant 1848 les aspirations panslavistes de Bakounine et depuis ils se méfièrent de lui. Pour eux ce fut encore lui qui manipulait la Fédération jurassienne [47], par ses complices, « les hommes de l'Alliance qui se cachent derrière ce nom », comme disait Marx [48].

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la remarque de Marx : « Que ce soient des Suisses qui représentent le type révolutionnaire, voilà ce qui est vraiment amusant ! » [49]

NOTES

[1] Voir les lettres de Marx à Engels, des 24 août, 4 et 16 septembre 1882, ainsi que les réponses d'Engels, des 25 et 26 août, 12 et 18 septembre 1882. (La correspondance de Marx et d'Engels, ainsi que leur correspondance avec de tierces personnes, sont réunies dans les volumes 27-39 de *Karl Marx / Friedrich Engels, Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1956-1971. Cette édition sera indiquée ci-après par le sigle MEW).

[2] Voir Marx à Kugelmann, 17 mars 1868.

[3] La requête d'Engels, adressée au Département de la justice et de la police du canton de Berne, est datée du 15 novembre 1848. Le Conseil d'Etat de Berne donna suite à cette demande, le 9 décembre 1848 (Archives fédérales, Berne, Protokoll des Regierungsrates, No 133, pp. 498-499).

[4] Engels est revenu en Suisse une dernière fois, en août/septembre 1893, quand il séjourna pendant une quinzaine de jours aux Grisons et à Zurich. Pendant cette période (du 6 au 12 août 1893) se tenait à Zurich le troisième congrès de la IIe Internationale. Engels assista à la dernière séance et prononça le discours de clôture. Signalons la participation à ce congrès de quatre délégués jurassiens : Pierre Coullery de La Chaux-de-Fonds et Jean Künzler de Moutier représentaient le Grütli local, et G. Reimann et Adhémar Schwitzguébel de Bienne étaient les délégués de la Fédération ouvrière horlogère. Schwitzguébel avait été un des dirigeants en vue de la Fédération jurassienne dans les années soixante-dix.

[5] MEW t. VII, p. 138. L'article *Die deutsche Reichsverfassungskampagne* fut rédigé en majeure partie, en septembre 1849.

[6] MEW t. VII, p. 246. *Die Zentralbehörde an den Bund,* de mars 1850, fut rédigé par Marx et Engels.

[7] Marx publia deux articles (MEW t. I, pp. 3-27) dans le recueil *Anekdota zur neuesten deutschen Philosophie und Publicistik* Zurich/Winterthour 1843, 2 vol. Engels contribua par un article au recueil publié par Georg Herwegh, *Einundzwanzig Bogen aus der Schweiz* Zurich/Winterthour 1843.

[8] *Lombardische Streifzüge. I. Über die Alpen* parut dans l'*Athenäum* de Berlin les 4 et 11 décembre 1841. MEW *Ergänzungsband. Schriften bis 1844,* 2e partie, pp. 150-160.

[9] L'article *Fortschritte der Sozialreform auf dem Kontinent. II. Deutschland und die Schweiz* (MEW t. I, pp. 488-496) parut dans *The New Moral World and Gazette of the Rational Society* de Londres le 4 novembre 1843.

[10] La brochure *Die frech bedräute, jedoch wunderbar befreite Bibel. Oder : Der Triumph des Glaubens* [...] fut éditée par l'imprimeur Johann Friedrich Hesz à Neumunster près de Zurich, en décembre 1842.

[11] Les quatre *Briefe aus London* (MEW t. I, pp. 468-479) parurent dans le *Schweizerischer Republikaner* (16 et 23 mai, 9 et 27 juin 1843), hebdomadaire que publia Julius Fröbel à Zurich.

[12] *Neue Rheinische Zeitung* 11, 26 et 29 novembre, ainsi que 10 décembre 1848, et 17 janvier 1849 : *Das Exfürstentum* MEW t. VI, pp. 13-14 ; *Die deutsche Zentralgewalt und die Schweiz* ibid., pp. 46-54 ; Die *Persönlichkeiten des Bundesrats* ibid., pp. 64-68 ; *Der Nationalrat* ibid., pp. 85-100 ; *Die Schweizer Presse* ibid., pp. 177-181.

[13] MEW t. VI, p. 14.

[14] MEW t. VI, p. 179.

[15] Le résumé d'Engels du discours de Dufour est traduit, avec d'autres extraits des articles d'Engels signalés à la note 11, dans l'étude de Maurice Pianzola *Friedrich Engels et la naissance de la Suisse moderne* in : *Cahiers internationaux,* Paris, juin 1956, pp. 67-80.

[16] Lettre d'Engels à Marx, du 7 janvier 1849.

[17] Les articles d'Engels *Der Schweizer Bürgerkrieg* (MEW t. IV, pp. 391-398) et *Die Bewegungen von 1847* (ibid., pp. 494-503, la partie intéressant la Suisse, pp. 497-499), parurent dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* le 14 novembre 1847 et le 23 janvier 1848.

[18] MEW t. IV, p. 492. Dans un texte d'Engels, de quelques mois antérieur au Manifeste, on lit : « En Suisse, les radicaux, quoiqu'ils soient eux-mêmes un parti très hétérogène, sont cependant les seuls avec qui les communistes puissent marcher, et parmi les radicaux, les plus avancés sont les Vaudois et les Genevois ». (MEW t. IV, p. 379).

[19] Voir l'article d'Engels *Der dänisch-preussische Waffenstillstand* MEW t. V, pp. 393-397, en particulier p. 395), paru dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 10 septembre 1848.

[20] Voir ses *Chronologische Auszüge*, des extraits et notes de la fin des années 1870, partiellement publiés dans *Marx-Engels. Über Deutschland und die deutsche Arbeiterbewegung*, Berlin, Dietz Verlag, 1961, pp. 285-516 (sur Luther et Zwingli : pp. 326-327 et 338-339).

[21] Voir le manuscrit d'Engels de 1884 publié sous le titre de *Über den Verfall des Feudalismus und das Aufkommen der Bourgeoisie* dans MEW t. XXI, pp. 392-401 (le passage en question : p. 399).

[22] Marx publia dans *The People's Paper* (Londres) du 13 décembre 1856 l'article *Das göttliche Recht der Hohenzollern* (MEW t. XII, p. 95-101).

[23] MEW t. IV, p. 594.

[24] Marx avait quitté Bruxelles, le 27 novembre 1847, pour Londres où il assista avec Engels (venu de Paris) au deuxième congrès de la Ligue des communistes. Marx rentra à Bruxelles autour du 13 décembre 1847, et Engels le 17 décembre.

[25] L'original de l'adresse (en français) se trouve aux Archives fédérales (Tagsatzungsarchiv) à Berne. C'est le secrétaire de l'Association démocratique, Albert Picard, qui a écrit le nom de Marx. La minute de l'adresse que j'ai récemment retrouvée, est de la main du président de l'association, Lucien Jottrand. La *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 2 décembre 1847 (No 96, p. 2/III) précise que le texte de l'adresse fut soumis à la discussion de l'assemblée de l'association, le 29 novembre 1847, par le président de la commission de rédaction, Jottrand. La minute se trouve maintenant aux archives du Karl Marx Haus à Trèves.

[26] Ces propos de Marx sont rapportés par Engels dans une lettre de septembre 1890 aux lecteurs du *Sozialdemokrat* de Zurich (MEW t. XXII, pp. 76-79 ; le passage cité : p. 78).

[27] MEW t. XXII p. 518, dans l'introduction du 6 mars 1895, à l'écrit de Marx de 1851, *Die Klassenkämpfe in Frankreich 1848 bis 1850.*

[28] MEW t. XXXIV, p. 128, dans la lettre d'Engels du 18-28 mars 1875 à August Bebel.

[29] Dans sa lettre du 29 novembre 1848 à Engels à Berne, Marx lui réclama des articles pour la *Neue Rheinische Zeitung* en précisant notamment : « Ecris aussi contre la République fédérative, la Suisse offre une excellente occasion à cet effet.» Voir aussi le troisième article de la série *Revolution und Konterrevolution in Deutschland* (rédigé par Engels en septembre 1851, et publié sous le nom de Marx : « [...] une poignée d'ignorants, soi-disant radicaux, admirateurs des institutions suisses, dont ils n'avaient pas encore l'expérience pratique, qui, par la suite, les désabusa de si burlesque façon, se prononçaient en faveur d'une République fédérale ; et ce ne fut que le parti le plus extrême [les communistes] qui osa se prononcer alors pour une République allemande, une et indivisible.» (MEV t. VIII, p. 27).

[30] MEW t. VII, p. 252.

[31] Note de bas de page, à l'édition de 1885 de l'écrit de 1850, MEW t. VII, pp. 252-253.

[32] Ibidem, p. 253.

[33] MEW t. XXII, p. 235-236. *(Zur Kritik des sozialdemokratischen Programmentwurfs 1891).*

[34] Voir le deuxième article de la série *Revolution und Konterrevolution in Deutschland* (cf. la note 28), MEW t. VIII, p. 22.

[35] Engels témoigne de l'estime qu'il avait pour A. Becker, dans une lettre que publia l'organe chartiste *The New Moral World* de Londres le 10 mai 1845 (MEW t. II, pp. 515-520 ; sur Becker : p. 520).

[36] En outre, il y avait deux ou trois sections à Genève, et des sections à Lausanne, Berne, Zurich et ailleurs. Voir Bert Andréas *Documents constitutifs de la Ligue des communistes 1847* (Edition bilingue) Paris, Aubier, 1972, pp. 178-179 et 182-183.

[37] Schabelitz note dans son journal intime (de janvier 1845 à janvier 1848) conservé à la Bibliothèque universitaire de Bâle : « *Lundi (29 novembre 1847)* j'ai rencontré chez Schapper le docteur Carl Marx (ancien rédacteur de la *Gazette rhénane)* Engels et Tedesco (de Liège). Ces hommes, surtout Marx et Engels, sont des dirigeants bien connus, des communistes.» Le lendemain, Schabelitz assista à une réunion de l'Association ouvrière allemande de Londres, où Marx, Engels et Tedesco prononcèrent des discours en commémoration de l'insurrection polonaise de 1830 (Schabelitz était membre de cette association dirigée par Schapper entre autres, depuis le 20 septembre 1847). Le 29 novembre 1847 s'ouvrit le deuxième congrès de la Ligue des communistes qui prit fin le 8 décembre. Il ressort du journal intime de Schabelitz qu'il ne participa pas à ce congrès.

[38] *Deutsche Londoner Zeitung* 3 mars 1848 - 28 juillet 1848, *Manifest der Communistischen Partei.* Schabelitz était rédacteur de l'hebdomadaire et secrétaire privé de son propriétaire, le duc Charles II de Brunswick.

[39] [Marx] *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln* Basel, Buchdruckerei von Chr. Krüsi, 1853 (MEW t. VIII, pp. 405-470).

[40] *La Première Internationale. Recueil de documents publié sous la direction de Jacques Freymond. Textes établis et annotés par Bert Andréas et Miklós Molnár, avec la collaboration de Carole Witzig et Ladislas Mysyrowicz* t. III et IV, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1971 ; pour Becker voir la note 228 du t. III.

[41] Karl Marx *Das Kapital. Kritik der politischen Oekonomie. Erster Band* Hambourg, Otto Meissner, 1867 (MEW t. XXIII, pp. 362-364).

[42] Ibidem, pp. 362-365, notes de bas de page.

[43] Voir *La Première Internationale* op. cit. t. IV, note 304.

[44] Voir [Marx et Engels] *Die Zentralbehörde an den Bund* (MEW t. VII, pp. 306-312), adresse de juin 1850, dans laquelle la direction de la Ligue fait le procès des groupes d'opposition. — Ernst Dronke, un proche collaborateur de Marx et d'Engels, fut envoyé en Suisse comme émissaire de la direction centrale, chargé de la réorganisation de la Ligue. Les rapports sur cette mission (des 3 et 18 juillet 1850, de Zurich, et du 29 septembre 1850, de Genève) que Dronke adressa à Engels, se trouvent dans les Archives Marx-Engels (IISG Amsterdam, L 1172-1174).

[45] On trouvera l'historique de cette affaire dans Karl Marx *Herr Vogt,* paru en 1860 à Londres (MEW t. XIV, pp. 381-686).

[46] Voir Engels *Der Schweizer Bürgerkrieg* (MEW t. IV, pp. 396-397).

[47] Voir Marx à Engels, 27 juillet 1869, et Engels à Marx, 30 juillet 1869.

[48] Marx à César De Paepe, 24 novembre 1871. Pour la Section de l'Alliance de la démocratie socialiste, fondée par Bakounine en automne 1868, voir B. Andréas et M. Molnár *L'Alliance de la démocratie socialiste* [...] (pp. 135-228) in *Etudes et documents sur la Première Internationale en Suisse,* publiés sous la direction de Jacques Freymond, Genève 1964. Publication de l'Institut universitaire de hautes études internationales, No 44.

[49] Marx à Engels, 14 mars 1869.